

# Mélenchon et les surgelés de la Guerre froide

10 MARS 2022

## Auteur

**THIERRY PECH**

Directeur général  
de Terra Nova

Le leader des Insoumis revendique une diplomatie "non-alignée" qui conduirait la France à sortir de l'Otan, de l'UE et à rompre avec ses alliances diplomatiques traditionnelles. Elle pourrait en effet, selon cette vision, construire autour d'elle une diplomatie "alter-mondialiste" avec les pays échappant à la logique des blocs. Comment cette vision s'est-elle construite et quelles positions conduit-elle à tenir sur un certain nombre de sujets majeurs des relations internationales ?

La Primaire populaire avait plutôt bien commencé, mais elle a mal tourné et elle finit aujourd'hui dans une tragique impasse. Bien commencé car il n'était pas illégitime de rechercher l'union des gauches en passant outre des appareils partisans exsangues et égoïstes. Mal tourné ensuite car, faute de volontaires, sa consultation citoyenne revenait à organiser un grand sondage de plus en décidant de soumettre aux suffrages des « candidats malgré eux ». Et elle finit à présent dans une tragique impasse car, en décidant de soutenir le candidat de La France insoumise au terme d'un vote d'appareil en catimini, elle désavoue ses propres principes. Un tête-à-queue politique dont Mathilde Imer, l'une des fondatrices du mouvement, a immédiatement tiré les conséquences en démissionnant le 7 mars 2022.

Mais le pire est sans doute de voir des militants du renouveau démocratique et de la participation citoyenne apporter leur soutien à un homme dont la crise ukrainienne fait éclater au grand jour les égarements idéologiques ainsi que les complaisances à l'égard de Vladimir Poutine et de son régime autocratique depuis près de 15 ans.

Le 30 janvier dernier, alors que les Russes continuaient à masser leurs troupes et leurs missiles aux frontières de l'Ukraine, Jean-Luc Mélenchon tentait encore d'innocenter Moscou en blâmant l'OTAN et les Etats-Unis : « *Je considère que ce sont les Etats-Unis d'Amérique qui sont dans la position agressive et non la Russie [...]. La Russie ne peut accepter que l'OTAN arrive à sa porte* » (C dans l'air, 30 janvier 2022). Deux semaines plus tard, le 16 février, les élus Insoumis au Parlement européen s'abstenaient lors du vote pour une assistance macro-financière à l'Ukraine dans le cadre du FMI afin de ne pas cautionner une politique « néolibérale »<sup>[1]</sup>. Bref, jusqu'à la dernière minute, LFI et son « *lider maximo* » auront soutenu la Russie de Vladimir Poutine. Et même après le début de l'agression russe, les Insoumis se refusaient encore à livrer des armes aux Ukrainiens, au motif qu'il ne fallait donner aucune prise à une nouvelle escalade.

Le refrain sur la Russie agressée, humiliée par les « annexions » successives de l'OTAN et de l'Union européenne n'est pas nouveau dans la bouche de Jean-Luc Mélenchon. Voici de longues années qu'il se livre à des condamnations répétées de l'Alliance atlantique et de l'impérialisme américain dont elle est selon lui l'instrument sur notre continent. En 2017, son programme proposait ainsi d'aller au-delà du retrait de 1966 (la sortie du commandement intégré de l'OTAN). Il voulait plus radicalement « *Sortir de l'OTAN et refuser la participation de la France à toute alliance militaire permanente à l'exception des opérations de maintien de la paix sous égide de l'ONU* ». En décembre 2015, il avait même suggéré que « *la France conclue une alliance militaire altermondialiste avec les BRICS* » (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud)<sup>[2]</sup>.

---

[1] Au motif, selon Clémentine Autain, qu'il s'agissait d'une aide « conditionnée à la mise en œuvre de programmes du FMI donc néolibéraux ». Mais, en réalité, les aides macro-financières de l'UE passent toujours par le canal du FMI. Il faudrait en modifier le cadre réglementaire pour qu'il en soit autrement, ce que l'urgence de la situation ne permettait pas d'envisager en l'occurrence.

[2] Mélenchon, Jean-Luc, et Pascal Boniface. « La France, trait d'union au sein de l'humanité universelle », *Revue internationale et stratégique*, vol. 100, no. 4, 2015, pp. 31-41.

Voilà des années encore qu'il remet en cause les frontières héritées de la Seconde guerre mondiale et de l'éclatement de l'ancien bloc soviétique. Le 20 mars 2017, lors d'un des débats télévisés de la dernière campagne présidentielle, il promettait ainsi : « *Je veux être le président de la paix et faire une conférence de sécurité de l'Atlantique à l'Oural*<sup>[3]</sup>. *Il faut qu'on rediscute de toutes les frontières issues de l'ancienne Union soviétique.* » Et il ajoutait un peu plus tard pour enfoncer le clou : « *La frontière entre la Russie et l'Ukraine est-elle à la fin de la Crimée ou avant ? Je n'en sais rien. On doit en parler.* »

La Crimée, justement. En 2014, lors de son annexion par l'armée russe, Jean-Luc Mélenchon faisait observer que « ses ports sont vitaux » pour la Russie (LCI, 2 mars 2014) et il déroulait son narratif anti-atlantiste habituel : les vrais responsables sont évidemment « *l'OTAN et l'Amérique [qui se livrent] depuis des années à une provocation face à la Russie* ». Quelques mois plus tard, dans un post publié sur son blog et cité par Libération (24 octobre 2014), il se réjouissait même de l'événement : « *La Crimée est perdue pour l'OTAN. Tant mieux !* »

Ces déclarations qui consistent à chaque fois à mettre l'agresseur dans la position de l'agressé ont pour contrepoint le portrait d'une puissance russe dont les Européens n'auraient rigoureusement rien à craindre : le 19 janvier 2017, il note par exemple que « *la Russie ne représente en réalité aucun danger contre l'Europe* » (Marianne, 20 janvier 2017). Puissance non seulement pacifique mais « *ouverte sur le monde* ». En mai 2018, depuis Moscou où il est venu participer à la « Marche des immortels », il déclare : « *Je ne veux pas ajouter ma voix au concert d'hystérie antirusse [...]. En s'alignant sur Washington, les Européens s'isolent, alors que la Russie est ouverte sur le monde* » (Le Figaro, 11 mai 2018).

A l'orée de la campagne de 2017, cela fait en réalité déjà longtemps que Jean-Luc Mélenchon assume d'être « en campagne contre la diabolisation de Vladimir Poutine » comme il le déclare à L'Humanité le 9 mars 2015 dans le contexte de l'assassinat de Boris Nemtsov. Un an plus tard, dans le contexte de la tentative d'assassinat contre l'ex-espion Sergueï Skripal et sa fille à Salisbury en Angleterre, il dénonce encore la décision de la France d'expulser certains diplomates, décision où il voit « *une comédie provocatrice sans objet réel. Une escalade absurde et dangereuse* » (Twitter, 27 mars 2018).

Au fond, pour Jean-Luc Mélenchon, le problème n'est pas que la Russie soit animée de visées impérialistes – ce qu'il réfute avec insistance – mais que l'effondrement de l'URSS en 1991 ait gelé une situation délétère et contre-nature à l'est de l'Europe. Selon sa conception, les républiques baltes, par exemple, ne font pas partie de l'Europe. Dans une interview à l'hebdomadaire *Le 1*, il déclarait ainsi le 18 octobre 2016 : « *Le peuple européen, qu'est-ce que c'est ? Je ne me sens rien de commun avec les pays baltes. C'est le bout du monde, même les Romains ne sont pas allés là-bas ! La grande matrice de l'Europe, ce sont les frontières de l'empire romain* ».

---

[3] C'est-à-dire sans les Etats-Unis.

Lors de la campagne pour le référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005, il avait déjà répondu à un jeune militant socialiste qui l'interpelait dans le RER en lui rappelant que les républiques baltes font désormais partie de l'Union européenne : « *eh bien qu'ils aillent se faire foutre ! Les Litvaniens, t'en connais un, toi, de Litvanien ? J'en ai jamais vu un moi* » (France 2, 2 juin 2005). Sur son blog il fera d'ailleurs injustement procès au parlement lituanien d'avoir décidé de verser des retraites aux anciens SS du pays qui avaient combattu les Soviétiques – controverse qui concerne en réalité la Lettonie –, et aux autorités de Vilnius de refuser leur carte d'identité à 400 000 russophones résidents locaux – qui ont en réalité quasiment tous la nationalité lituanienne.

Bref, les pays membres de l'UE qui appartenaient autrefois au bloc soviétique et qui n'ont pas eu l'heur de se trouver sous la juridiction de l'empire romain 2000 ans plus tôt, ont une identité européenne fort douteuse aux yeux de Jean-Luc Mélenchon. Le même leader politique qui ne voyait aucune difficulté à ce que la France adhère à l'Alliance bolivarienne en 2017 aux côtés de Cuba et du Venezuela sous l'œil protecteur de Moscou et de Téhéran (*Libération*, 23 août 2017), observe ici une discipline historico-géographique beaucoup plus scrupuleuse !

Russophilie, antiaméricanisme, hostilité à l'OTAN, nostalgie des non-alignés, sympathie pour les « socialismes tropicaux »... Ce sont en réalité les clivages et catégories de la Guerre froide qui organisent toujours l'imaginaire géopolitique de Jean-Luc Mélenchon au point de l'aveugler sur les changements en cours. Ainsi, il n'a pas compris ce dont Vladimir Poutine était le nom : l'URSS moins le communisme, la puissance moins l'idéal et, au final, un nouveau totalitarisme à nos portes, tout aussi indifférent à la volonté des peuples que le précédent.

En 2008, Jean-Luc Mélenchon s'était bruyamment démarqué des hommages à Soljenitsyne qui venait de s'éteindre à l'âge de 89 ans, traitant l'ancien prix Nobel de littérature d'« *inepte griot de l'anticommunisme officiel* » (*Le Figaro*, 10 octobre 2008) et de représentant de la « vieille tradition russe, homophobe, limite antisémite » (*Libération*, 5 août 2008). Le problème n'est pas d'avoir reproché à l'auteur de *l'Archipel du goulag* ses idées nationalistes et réactionnaires, qui étaient bien réelles. C'est de ne pas avoir réalisé que Poutine était mû par des affects souvent voisins et des aspirations dans lesquelles Soljenitsyne se serait aisément retrouvé : restaurer la Grande Russie. Dans l'esprit du chef du Kremlin comme dans celui de l'ancien prix Nobel, les « Petits Russes » de Kiev ou de Marioupol font partie de la grande famille russe et ne sauraient s'en émanciper, qu'ils le veuillent ou non.

Cette alliance de revers entre l'icône de l'antitotalitarisme et la figure montante de la revanche russe n'était pourtant pas un mystère. En 2007, Poutine avait décoré Soljenitsyne de l'une des plus hautes distinctions officielles, le qualifiant d'« *historien majeur* », le premier à avoir rapporté « *l'une des tragédies de la période soviétique* » (*Le Figaro*, 13 juin 2007). Un an plus tôt, le vieil écrivain avait lui-même confié à Mokovskyi Novosti redouter « *l'encerclement total de la Russie* » par l'OTAN et y voir le risque de « *la chute de la civilisation chrétienne* ».

Encore une fois, Jean-Luc Mélenchon se sera trompé d'époque. Rien de tout cela ne se rapporte aux vieux clivages idéologiques de la Guerre froide qui semblent baigner chacune de ses analyses depuis 15 ans. Le leader de la France insoumise, longtemps victime de la persistance rétinienne de ses jeunes années, vient sans doute de le comprendre avec l'invasion de l'Ukraine par ceux qu'il voyait naguère encore comme d'inoffensives victimes de l'impérialisme américain. S'il ne gagne pas en avril 2022, Jean-Luc Mélenchon pourra bientôt écrire comme Chateaubriand dans ses *Mémoires d'outre-tombe* : « Il est bien temps que je quitte un monde qui me quitte et que je ne regrette pas ».